Jean-Marc Moriceau, *L'élevage sous l'Ancien Régime*. Paris, SEDES, 1998 (« Regards sur l'Histoire : Histoire moderne »). Jean-Marc Moriceau, *La terre et les paysans aux XVIIe et XVIIIe siècles. France et Grande-Bretagne. Guide d'histoire agraire*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999 (« Bibliothèque d'Histoire rurale »).

Jean-Pierre Digard

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/etudesrurales/52>

DOI: 10.4000/etudesrurales.52

ISSN: 1777-537X

Publisher

Éditions de l'EHESS

Printed version

Date of publication: 1 January 2000

Electronic reference

Jean-Pierre Digard, « Jean-Marc Moriceau, *L'élevage sous l'Ancien Régime*. Paris, SEDES, 1998 (« Regards sur l'Histoire : Histoire moderne »). Jean-Marc Moriceau, *La terre et les paysans aux XVIIe et XVIIIe siècles. France et Grande-Bretagne. Guide d'histoire agraire*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999 (« Bibliothèque d'Histoire rurale »). », *Études rurales* [Online], 153-154 | 2000, Online since 16 June 2003, connection on 22 September 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/52> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.52>

This text was automatically generated on 22 September 2020.

© Tous droits réservés

Jean-Marc Moriceau, *L'élevage sous l'Ancien Régime*. Paris, SEDES, 1998 (« Regards sur l'Histoire : Histoire moderne »). Jean-Marc Moriceau, *La terre et les paysans aux XVIIe et XVIIIe siècles. France et Grande-Bretagne. Guide d'histoire agraire*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999 (« Bibliothèque d'Histoire rurale »).

Jean-Pierre Digard

L'élevage sous l'Ancien Régime, qualifié par son auteur de « petit manuel, résolument didactique, et parfois problématique » (p. 10), est le premier d'une série intitulée *Les fondements agraires de la France moderne, XVI^e-XVIII^e siècle* et destinée à combler les lacunes des précédentes grandes synthèses d'histoire rurale française. Consacrés au « fonctionnement des différents éléments de l'économie agraire », ces ouvrages s'attacheront à éclairer à la fois les facteurs structurels qui assurent une « tranquille continuité » et les facteurs de changement qui firent de cette période celle où furent posées les bases de la modernité. Le premier mérite de *L'élevage sous l'Ancien Régime* est de rappeler la place du bétail dans les campagnes : en dépit d'effectifs difficiles à évaluer et menacés en permanence par la malnutrition, les épizooties, les loups et les guerres, il était présent partout, modelant la vie rurale, imprimant sa marque sur l'organisation des paysages et des systèmes agraires. « Il n'[était] de richesses qu'en

bêtes » (chapitre I). Même petites et chétives, leur nombre était le marqueur de la puissance des paysans. Ceux qui n'en avaient pas ou qui en voulaient plus les louaient : le « bail à cheptel » constituait un placement universel. La géographie de l'élevage et des produits pastoraux (chapitre II) variait en fonction du prix du sel nécessaire à l'alimentation des herbivores mais aussi selon les espèces. L'opposition classique entre grands chevaux du Nord et petits chevaux du Midi apparaît aujourd'hui artificielle ; en réalité, la médiocrité du cheptel équin était générale, sauf dans quelques régions de spécialisation comme la Basse-Bretagne et le nord de l'Île-de-France. Les bovins étaient surtout présents dans la France océanique du grand Ouest et dans les massifs montagneux du Centre et du Midi, mais avec une extrême diversité des catégories de bétail -- on ne commença à parler de « races » qu'au XIX^e siècle -- et des types d'élevage -- élevage naisseur, élevage intermédiaire associé au trait, élevage d'embouche, élevage de finition. La consommation de viande et de laitages dans les grandes villes (Paris, Lyon) sera un puissant aiguillon de l'élevage dans les régions voisines (Normandie, Charolais). Grande variété d'animaux aussi chez les ovins, répartis entre deux grands types d'élevage : un élevage local à finalité diversifiée, et un élevage en deux étapes associant pays naisseurs et pays d'embouche. Plus largement que la brebis, la chèvre était l'animal du pauvre. Le porc se trouvait partout pour sa viande qui était bien souvent la seule consommée. La basse-cour constituait une ressource d'appoint. Élevages délicats, les « mouches à miel » et les vers à soie restaient cantonnés dans certaines régions : Île-de-France pour les premières, vallée du Rhône pour les seconds. « Une alimentation parcimonieuse dans des étables obscures et infectes » (p. 97), tel était le lot des bestiaux durant leur longue captivité hivernale. La quête de fourrages (chapitre III) représentait une gageure constante. Il faut dire que les besoins étaient énormes : par exemple, les deux chevaux nécessaires à l'attelage imposaient aux laboureurs un minimum de 15 à 20 hectares et un optimum de 30 hectares d'exploitation. L'insuffisance croissante des fourrages naturels avait pour causes la médiocrité des solutions traditionnelles -- pâtis inégaux, vive pâture sur des terres vaines et vagues, exploitation pastorale des marais -- ainsi que le grignotage des espaces herbagers communautaires, partout usurpés et aliénés (notamment entre 1560 et 1660) au profit de productions à finalité spéculative. Les forêts offrent un bon exemple de ces ressources qui se rétractent : l'usage médiéval de la dépaissance forestière et ses dérives (émondage, ébranchage, effeuillage) sont de plus en plus combattus au profit de l'exploitation sylvicole proprement dite. Face à cette évolution, des palliatifs sont peu à peu mis en place, prémices des techniques de l'élevage intensif : traitement différentiel du bétail -- bêtes de trait privilégiées, bêtes à laine défavorisées, bêtes à poil (chèvres et porcs) étroitement surveillées --, cantonnement des animaux nourris aux tourteaux, recherche de nouveaux fourrages comme le sainfoin et la luzerne, choix du « couchage de l'herbe » qui provoqua un essor de pays herbagers ainsi que, par contraste, un renforcement de la dominante céréalière des pays voisins. La gestion des pâturages (chapitre IV) donnait lieu à des compromis difficiles entre un droit coutumier reconnu à tous les habitants d'un village, la vaine pâture sur les terres non closes dépouillées de leurs fruits, et son élargissement en droit de parcours, « vaine pâture réciproque entre villages » (p. 143). Des tensions internes se manifestaient pour ou contre la dépaissance commune ; à partir de 1730, la pression démographique et l'accroissement du bétail suscitérent la formation de deux camps tranchés, celui de l'individualisme et celui du droit commun, qui n'étaient pas forcément, il faut le noter, celui des « gros » contre celui des « petits », car il arrivait

que la vaine pâture profitât surtout aux riches (comme dans les plaines céréalières du Nord). Conséquence de l'individualisme agraire, le développement d'une pratique immémoriale, la mise en clôtures (ou en haies), répondait aussi à des préoccupations techniques de plus en plus pressantes comme la mise en défens du regain, la protection des cultures arbustives et des prairies artificielles. On s'inquiétait également de lutter contre le surpâturage ; différentes formules permettaient notamment de limiter le bétail horsain (qui appartenait le plus souvent à des marchands ou à des emboucheurs) : règle auvergnate des « foin et pailles » qui consistait à proportionner le pacage aux fourrages d'hiver, ou, en pays d'assolement triennal, les quotas à la surface. Enfin, la quête de rentabilité sur fond d'individualisme agraire favorisait l'émergence de nouvelles pratiques : garde séparée des troupeaux, avec police rurale privée, remplaçant la garde commune dans les régions d'*openfields*, location des herbages ou arrentement des « montagnes » dans le Midi. Malgré tout, l'équilibre entre cheptel et potentiel agroécologique se révélait impossible à tenir : la surcharge pastorale se faisait partout sentir, menaçant les pâturages, faisant reculer la forêt devant les landes. La multiplication des règlements destinés à contenir la surcharge ne fit qu'encourager la fraude. La concurrence entre les deux grands pôles économiques de l'élevage, spéculatif et vivrier, s'étendit aux pâturages communs. Autre source de conflits : les remues d'animaux (chapitre V), leur acheminement vers les marchés et les abattoirs, mais surtout les transhumances qui atteindront leur développement maximum à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. Il convient de distinguer l'élevage estival, comme il se pratiquait en Auvergne, avec association étroite de la culture et de l'élevage, celui-ci fournissant des « nuits de fumature » à celle-là, des diverses transhumances : transhumance ovine languedocienne dans le Massif central ; transhumance ovine à double sens entre Provence et Alpes ; migrations transfrontalières (« lies et passeries ») entre France et Espagne ; transhumance automnale des porcs (pour la glandée) dans les Vosges, en Bourgogne, du nord de Paris en forêt de Compiègne (la fermeture des forêts à la transhumance entraînera du reste l'effondrement de l'élevage porcin). Dans ce contexte -- conséquence presque inévitable de l'imbrication des économies agricole et pastorale --, des guerres de pâturages ne manquaient pas de se produire, opposant cultivateurs qui fermaient les passages du bétail ou dévastaient les pâturages communaux et éleveurs qui violaient les « lieux endeffensés ». Ces guerres paysannes avaient surtout pour théâtre les régions montagnardes vivifiées par la transhumance, les Pyrénées entre autres, où elles s'aggravaient de conflits intercommunautaires. Des rituels pyrénéens portent d'ailleurs témoignage de ces guerres paysannes : « pignoration » (saisie du bétail étranger pour en tirer une amende, avec des formes voisines en Provence et en Lorraine), « carnal » (abattage pur et simple du bétail intrus). L'élevage représentait donc, non une annexe, mais bien le secteur principal de l'économie d'Ancien Régime, avec un élevage de subsistance universel et un élevage de commerce ubiquiste, avec des finalités souvent complémentaires mais aussi des oppositions vives, notamment quant à l'utilisation des pâturages. Entre ces traits saillants émergent des questions en suspens : celle des fluctuations, des spécialisations, des concentrations de cheptel ; celle des facteurs et opérateurs de changement ; celle des acteurs, bergers, bouviers et autres métiers de l'élevage, maréchaux-ferrants et artisans divers utiles à l'élevage, maquignons et autres gens d'affaires qui régnaient sur la circulation du bétail et la distribution des produits pastoraux. Sur eux on manque à tel point d'informations et d'études que J.-M. Moriceau parle à leur sujet d'« histoire en quête d'acteurs ». Voilà en tout cas un

programme que les ethnologues ne désavoueront certainement pas ! La modestie de la formule « petit manuel, résolument didactique, et parfois problématique » honore son auteur mais apparaît pour le moins réductrice. La réalité de ce livre est tout autre : une synthèse claire, équilibrée, remarquablement documentée, intelligente et même novatrice à maints égards, abondamment illustrée d'exemples, de gravures, de cartes, de tableaux de chiffres, de textes dans des encadrés -- en un mot : une réussite. En complément de la série sur *Les fondements agraires de la France moderne, XVI^e-XVIII^e siècle* dont *L'élevage sous l'Ancien Régime* constitue, rappelons-le, le premier volume, J.-M. Moriceau a également publié un guide bibliographique intitulé *La terre et les paysans aux XVII^e et XVIII^e siècles. Guide d'histoire agraire*. S'y trouvent réunies au moins 2 618 références (françaises à 80 %, les autres anglaises) classées par thèmes et, pour certaines, commentées, intéressant tous les domaines et tous les aspects de cette « atlantide agraire » (p. 9) qu'est la vie rurale française d'Ancien Régime. L'ouvrage n'est pas exempt de défauts : par exemple, pour des raisons qui m'échappent, mon livre *L'homme et les animaux domestiques. Anthropologie d'une passion*, Fayard, 1990, figure page 241 dans la section « Sociétés paysannes/Chasse, délits, criminalité » alors qu'il aurait été, me semble-t-il, plus à sa place page 182 dans « Pratiques agricoles et agronomie/Élevage, pâturage et utilisation des animaux ». Nonobstant ces imperfections, en grande partie inévitables, ce guide bibliographique représente un très utile outil de travail pour tous les ruralistes, en même temps qu'un bilan des forces et des faiblesses de l'histoire rurale française. À cet égard, on notera que la production française est plus volumineuse que prévu ; que les thèses d'État et les monographies régionales, malgré une couverture spatiale inégale, y occupent une part non négligeable (400 titres) mais qu'elles restent paradoxalement sous-exploitées, voire ignorées, par les grandes synthèses ; enfin, que les Anglais -- on leur doit quelque 600 références dont un seul livre, celui des *Voyages en France* d'Arthur Young ! -- se sont aussi peu intéressés à l'histoire rurale française que les Français à l'histoire rurale anglaise.